

ALGÉRIE : RÉFORME DE L'ÉTAT ET RÉVISION DES POLITIQUES PUBLIQUES

L'Algérie a besoin d'une réforme de la gouvernance. Et celle-ci passe, bien sûr, par la réforme de l'Etat. On ne peut pas réformer l'Etat sans une mise à plat des politiques publiques. Quel est le contenu de celles-ci ? Quelles nouvelles orientations leur donner à l'avenir ? Comment les rendre plus efficaces au moment où les citoyens, et notamment les plus exposés socialement (mais pas seulement), demandent plus d'Etat. Toutes ces questions préexistent le sens à donner à la réforme de l'Etat. Dans le cas de l'Algérie, il faut bien se rappeler que la responsabilité sociale de l'Etat est une revendication forte des Algériens, revendication qui est inscrite dans le mouvement national de libération. Elle est d'autant plus légitime que le pays dispose d'une rente qui appartient à toute la nation. Mais dans le même temps, l'équilibre des finances publiques,

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

la gestion rigoureuse du budget est un impératif dans un pays où l'essentiel des ressources provient, jusqu'à maintenant, d'une richesse non renouvelable. Quel contenu peut avoir une révision générale des politiques publiques en Algérie ? L'idée est de rendre l'Etat plus efficace dans la conception et la réalisation de ses politiques publiques en évitant d'obérer les finances publiques, d'aggraver les déficits budgétaires. En un mot, il s'agit de gérer efficacement les actions sociales de l'Etat sans les amoindrir. Le problème, on le voit, n'est pas simple à résoudre. L'attente d'Etat exprimée par les citoyens, la politique des services publics (notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé), la responsabilité sociale de l'Etat rendent l'exercice de révision des politiques publiques complexe et redoutable. La réforme de l'Etat doit être adossée à une vision de l'Etat, à une clarification de sa mission dans un contexte de mondialisation de l'économie qui soumet toute action à la

performance, à la compétitivité. Et on sait que l'Etat ne peut pas, ne doit pas être géré comme une entreprise. Le second prérequis d'une réforme de l'Etat réussie touche à la nécessaire construction d'un consensus : gouvernement-syndicat-usagers. Le dialogue social doit être au cœur de la réforme de l'Etat. La révision générale des politiques publiques Les politiques publiques sont des fonctions assumées par l'Etat et par lesquelles il redistribue aux citoyens, sous forme directe ou indirecte, une partie des richesses dégagées par la nation. Il utilise pour cela les impôts qu'il collecte et l'instrument budgétaire. Les transferts sociaux sont le vecteur de redistribution utilisé par l'Etat. Avec la crise économique et les difficultés financières qui en découlent, le financement des politiques publiques devient de plus en plus difficile. L'Algérie, en situation d'embellie financière actuellement, ne doit pas perdre de vue

les problèmes de financement des politiques publiques, problèmes qui apparaîtront plus vite qu'on ne le croit. Deux thèses sont développées au sujet de cette question du financement des politiques publiques. 1) La première préconise que l'Etat se retire et réduit de manière significative ses politiques publiques, laissant au marché le soin de distribuer les services collectifs. L'Etat réduit le périmètre de solidarité. 2) La seconde thèse défend l'idée selon laquelle l'Etat maintient ses politiques publiques mais procède à une révision de leur gestion en cherchant à faire des économies, à lutter contre les gaspillages, mais sans remettre en cause la protection des citoyens contre les risques. Cette protection doit rester une fonction principale de l'Etat. Nous pensons quant à nous que les politiques publiques ont toujours été articulées autour d'une conception de l'Etat agent protecteur/redistributeur. C'est le triomphe de l'Etat-providence, un Etat qui, pour assurer la protection sociale, se fonde sur le service public et

repose sur de nombreuses entreprises publiques. Le maintien de cet Etat-providence est aujourd'hui en question. Avec la mondialisation libérale, l'Etat-providence devient l'Etat régulateur, cet Etat qui se caractérise par un rétrécissement du champ du service public et du périmètre de solidarité. Cet Etat repose sur un secteur public modeste, un service public nouveau où la gestion par le privé n'est pas exclue et est même dans certains cas encouragée. Dans cet Etat régulateur, un dilemme apparaît et n'a pas trouvé encore à ce jour de réponse satisfaisante. 1) La crise sociale, la paupérisation, l'exclusion et le développement des inégalités que charrie la mondialisation entraînent de la part de la société une forte demande de l'Etat. En Algérie, cette demande d'Etat est encore plus forte car plus légitime. 2) La crise financière des Etats, l'exigence de compétitivité des entreprises nécessitent une réduction des dépenses publiques, c'est-à-dire en fait une réduction des transferts aux ménages (santé, pensions, alloca-



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

tions familiales) et une diminution des charges sociales payées par les entreprises. En Algérie l'Etat a trois défis à relever : 1) rechercher et obtenir une croissance économique forte, soutenable et endogène ; 2) rechercher de manière permanente à améliorer la compétitivité des entreprises ; 3) renforcer sans discontinuer la cohésion sociale qui suppose une amélioration du bien-être social de chacun. Si ce projet d'Etat moderne est admis, la réforme d'Etat clarifie son sens et précise le chemin critique de sa mise en œuvre. A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



ECLIPSE TOTALE !

En ce jour de deuil, toutes mes condoléances à mes concitoyennes, concitoyens et à l'Algérie.

Allah Yarham la démocratie !

C'est un phénomène étrange. Observé depuis quelques heures au niveau de Club-des-Pins, la banlieue interdite d'Alger. Une éclipse du soleil. Les météorologues dépêchés sur place ne quittent pas des yeux la CHOSE. Parce qu'il faut bien appeler cette chose-là la CHOSE. Il ne s'agit pas d'une éclipse solaire habituelle, identifiée et répertoriée par les scientifiques. Non ! Là, nous sommes bien forcés de reconnaître qu'il s'agit d'un phénomène extraordinaire, au sens de sortant totalement de l'ordinaire. La lune et le soleil ne se sont pas croisés pour qu'apparaisse cette éclipse. Aucun autre astre ne s'est mis en travers du soleil. Il ne s'agit pas non plus d'une accumulation gigantesque de nuages qui auraient ainsi produit le même effet qu'une éclipse en s'intercalant entre le soleil et nous. Non ! Rien de tout cela ! Le point de naissance de ce phénomène vraiment étrange a été localisé au palais des Nations. D'abord timide, puis allant crescendo, il s'est finalement imposé jusqu'à masquer totalement le soleil. C'est d'ailleurs la première et unique fois

qu'une action sur le soleil trouve son point de départ à partir du sol, de la terre. Et non pas dans le ciel. Munis de leurs dictaphones, comme tout bon scientifique qui se respecte, les nôtres ont enregistré des témoignages concordants. Tous parlent d'une voix. Une voix qui aurait prononcé une phrase. Pas deux ! Pas trois ! Mais une seule phrase : « Qui vote OUI lève le bras ! » Et c'est à ce moment précis, juste après le S de BRAS, que le phénomène s'est brutalement déclenché. Une forêt de bras tentaculaires a crevé le plafond du palais des Nations pour s'élever vers le ciel. Un témoin, agronome de formation, a tenu à préciser : « Lorsque je dis Forêt, il faut bien comprendre forêt amazonienne, et pas le petit bosquet de Bouchaoui ! » Une précision de taille qui explique qu'une forêt de bras levés haut puisse arriver à la CHOSE. Une éclipse du soleil causée par une forêt de bras de députés et de sénateurs. Inouïe ! A l'heure où j'envoie cette chronique au journal, les scientifiques, encore sur place, sont en face d'un autre phénomène encore plus étrange. La forêt de bras de députés et de sénateurs s'est rabaisée, a regagné le sol, mais le soleil est toujours masqué, voilé. Comme pour une éclipse permanente et éternelle. Rabbi yestar ! Je fume du thé et je reste éveillé dans le noir, le cauchemar continue.

H. L.

UN APPEL GRATUIT
TOUS LES JOURS

ETES-VOUS SÛR QUE VOTRE

PUCE

VOUS EN DONNE AUTANT ?